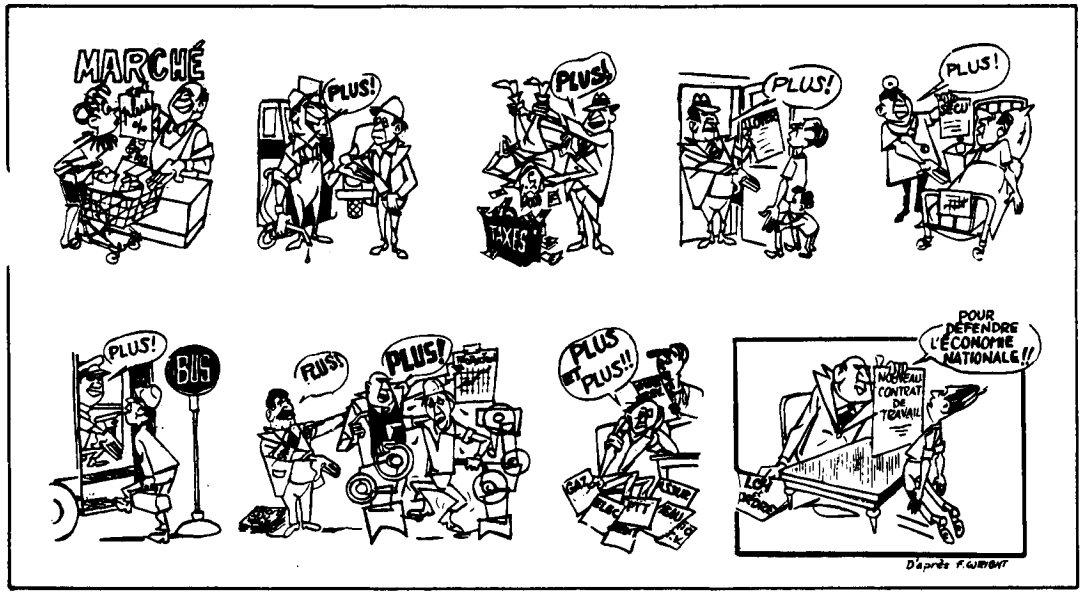
L'INSECURITE SOCIALE

LA REALITE DEPASSE LE CHANGEMENT!



JUIN 1982 N°2 5 F

LA CRISE CAPITALISTE EN DEBAT

(GROUPE EX.IIO)

INTRODUCTION ET CARACTERES GENERAUX

C'est à l'occasion de ce moment particulier que représente une crise économique que le capital se reconcentre en éliminant tout ce qui n'est pas rentable. Il s'agit donc d'une phase au cours de laquelle la production se réorganise et l'infrastructure économique connait des transformations importantes. En détruisant et en reconstruisant, la crise est de ce point de vue un facteur dynamique, synonyme de restructuration. Mais elle est aussi un moment de tension où s'exacerbent des contradictions économiques, politiques et sociales et où les statu-quo issus de la période précédente sont mis à mal. En créant des points d'abcès incapables d'être dépassés par un dynamisme économique, elle devient génératrice de conflits, luttes de classes et rivalités impérialistes.

La crise n'est pas faite d'une seule pièce. Elle est remuée par des forces qui ne tirent pas toutes dans la même direction. C'est un phénomène complexe, facteur à la fois d'immobilisme et de dynamisme qui, en agissant l'un sur l'autre, créent un déséquilibre par lequel le système tente de se rattraper. La crise rend le capitalisme malade mais paradoxalement, sans elle, il ne pourrait pas se reproduire.

Ainsi le capitalisme est un système économique et social en constante mutation. Il tente d'adapter son fonctionnement à l'évolution continuelle que lui imposent les crises et de se donner des gardes-fous lui permettant de se protéger, de s'assouplir et de se perfectionner. Le rôle régulateur des élections, le poids des partis politiques, l'intégration des syndicats depuis un siècle sont à cet égard des exemples assez significatifs. A cela, il faut ajouter que des facteurs d'instabilité sociale "graves" voici encore une cinquantaine d'années (chômage brutal, crash financier, baisse considérable du pouvoir d'achat) ont subi, par l'intermédiaire de différents éléments (intérim, crédit, assistance de toutes sortes), une relative adaptation au système qui n'est sans doute pas pour rien dans la longueur de la crise actuelle et son caractère progressif.

Le capitalisme évoluant, il est plutôt logique que la crise que nous connaissons aujourd'hui offre un aspect différent de 1929. La production mondiale stagne, elle diminuait jusqu'à 30 % dans les années 30. Les prix ne cessent d'augmenter, il y a 50 ans, ils ne faisaient que baisser. Le chômage touche environ 8 % de la population active dans les pays occidentaux, ce pourcentage était 3 fois plus élevé pendant la grande Dépression dans certains pays. Mais surtout, cette crise se singularise de toutes celles connues jusqu'à ce jour par 3 éléments qui sont sa durée, son étendue, sa profondeur.

a) Sa durée

On peut dire que la crise a commencé au moment où la phase de prospérité qui a fait suite à la Seconde Guerre Mondiale a pris fin passé le milieu des années -60. Depuis, la crise n'a fait que prendre de l'ampleur, devenant à partir de 1974 l'élément clé qui conditionne toute la période présente. Elle se caractérise jusqu'à présent par des récessions assez courtes mais de plus en plus brutales auxquelles succèdent des phases de stabilisation partielles et très relatives. La production mondiale tourne au ralenti mais l'économie ne s'effondre pas et c'est cette situation de dégradation progressive par paliers successifs qui explique la durée exceptionnelle de cette crise. Jusqu'à quand cela peut-il durer ? Il est impossible de le savoir. Néanmoins, on peut remarquer que les reprises tendent à s'essoufler dans la mesure où leurs résultats sont davantage étalés dans le temps. Mais pour la crise en elle-même, cela n'annonce pas forcément plus la proximité d'un dénouement que son entrée dans une nouvelle phase de développement.

b) Son étendue

C'est en effet la première fois qu'une crise économique se manifeste à l'échelle mondiale. Si le rôle prépondérant tenu par les principaux pays industrialisés sur le marché mondial place encore ceux-ci au centre de cette crise, cette fois aucune région du monde n'est épargnée. Les pays de l'Est et ceux du Tiers-Monde sont plongés dans une situation catastrophique. Leur position périphérique ne leur permet plus d'espérer sortir de leur sous-développement ou même de servir d'appui à un éventuel redémarrage.

NUMERO TOUJOURS DISPONIBLE

$C.O.1 = \frac{c+x}{v+x}$ $T.P.1 = \frac{Pl}{c+v+2x}$ $C.O.2 = \frac{c+2x}{v}$ $T.P.2 = \frac{Pl}{c+v+2x}$

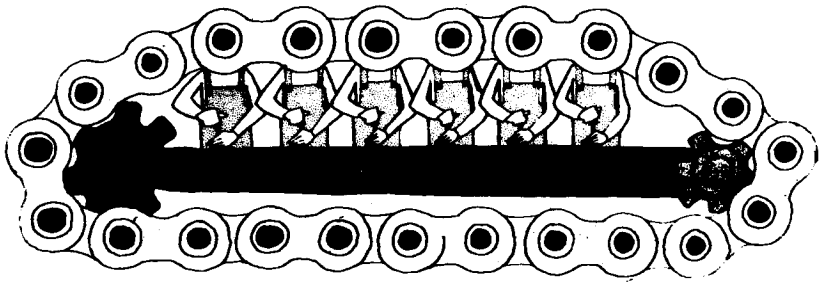
La composition organique du capital ne peut en fait être mise véritablement en relation avec le taux de profit qu'en transformant l'expression de ce dernier :

$\frac{Pl}{c+v} = \frac{Pl/v}{c/v+1} = \frac{\text{taux de plus-value}}{\text{composition organique} + 1}$

On peut en conclure :

- à nouveau l'**inexistence** d'un rapport simple entre taux de profit et composition organique , à l'**exception** :
- des secteurs à très forte composition organique (où c/v est très supérieur à 1), ce qui est une évidence : dans les secteurs où le capital constant représente l'essentiel du capital global, une augmentation de l'un se confond avec une augmentation de l'autre

En fait, l'augmentation de la technicité du capital s'accompagne généralement d'une augmentation de la rentabilité du capital variable (= de la productivité). L'effet principal de l'augmentation de la composition organique du capital ne sera donc pas (sauf dans les secteurs déja non compétitifs) une baisse du taux de profit, mais une augmentation de la quantité de marchandises produites. C'est donc au niveau de la reproduction élargie du Capital que se place le véritable lien entre composition organique et profit, et par la vente de l'excédent de marchandises sur un marché qui lui est extérieur que chaque Capital national tente, avec ou sans succès, de résoudre la contradiction ainsi créée à son propre niveau. ***(L'Insécurité Sociale - Mai 82)***



CORRESPONDANCE — PUBLICATIONS

à

L'INSECURITE SOCIALE
B.P. 243
75564 PARIS CEDEX 12

Directrice de publication : G.BYRAMJEE
Imprimerie spéciale de L'I.S.
Commission paritaire nº 48869
Dépôt légal 2è trimestre 1982

Ces deux aspects (durée dans le temps et étendue géographique) sont révélateurs des maux dont souffre le système capitaliste. Ils sont d'une part l'aboutissement de deux siècles d'évolution historique marqués par plusieurs révolutions industrielles, par l'utilisation des nouvelles sources d'énergie, par un développement sans précédent des voies de communication et par une rationalisation de la production à laquelle l'introduction et la généralisation des méthodes fordistes et tayloristes de division du travail ont largement contribué. Mais ils sont aussi le résultat de contradictions de plus en plus insurmontables liées à la loi du marché, aux rapports de production et auxquelles les deux guerres mondiales qui ont eu lieu depuis le début de ce siècle n'ont que partiellement remédié.

c) Sa profondeur

Il est sans doute vain de rechercher "la" cause précise de cette crise. Il se peut qu'il y ait une baisse du taux de profit qui expliquerait la crise de l'investissement et les limites en matière de rentabilité entravant le processus d'accumulation. On peut aussi retenir la thèse d'une saturation (sans doute conjoncturelle) des marchés puisque les échanges se ralentissent. L'origine de la crise tient probablement à un mélange complexe de tout cela et d'autres choses encore. Aucune explication ne s'oppose réellement à une autre en ce sens qu'il n'existe pas selon nous de théorie explicative des crises. Du reste l'incapacité des gouvernements à trouver "le" remède indique bien qu'il n'y a pas une raison mais des quantités. Mais de toute façon, l'essentiel n'est pas là.

La durée et l'étendue de la crise montrent que ce sont à la fois les structures et les débouchés capitalistes qui sont atteints comme en témoigne depuis 10 ans l'augmentation simultanée et presque continuelle du chômage et de l'inflation. Cela permet d'ores et déjà de dire que la crise ne se résoudra pas sans un bouleversement profond de l'appareil productif avec toutes les implications politiques, sociales que cela suppose.

Ce qui donne à la crise sa gravité ne tient pas tellement à la surproduction de marchandises car alors rien ne distinguerait celle-ci des autres : en effet, toute crise économique est en général une crise de surproduction. La gravité réside bien au contraire dans la difficulté voire l'incapacité de la bourgeoisie à maîtriser les contradictions d'un système sur lequel repose sa domination. C'est parce que la bourgeoisie est dans une impasse que la crise est grave et non l'inverse. Cette crise est par conséquent sociale. Ce qui est en jeu, ce sont avant tout les rapports de classe. C'est pourquoi de la capacité de la classe ouvrière à réagir en mettant en cause les rapports de production dépendra l'issue de cette crise.

Sans aller plus loin, l'analyse sommaire de ces 3 volets suffit à mesurer le fossé qui sépare les révolutionnaires, pour qui la compréhension du capitalisme se fait à un niveau mondial, des réformistes d'extrême-gauche qui en appelant de leurs voeux un gouvernement prétendument "ouvrier" entretiennent l'idée que des solutions de "bon sens" existent pour sortir un pays de la crise. De la sorte, ces derniers ne font qu'offrir leurs services à la bourgeoisie pour corriger ses "incuries" et gérer plus équitablement le capital national. Les conclusions des révolutionnaires ayant trait au caractère durable, mondial, et profond de la crise et affirmant que la révolution est la seule solution réaliste pour le prolétariat sont des éléments certes importants mais malgré tout encore insuffisants pour constituer les bases d'une activité commune. Aussi cela impose-t-il le besoin de clarifier au maximum certaines questions tournant autour du contenu de la crise et des perspectives du capitalisme. L'énoncé des caractères généraux de la crise nous amène donc à en déduire les grandes tendances telles qu'elles sont en train ou en passe de s'affirmer dans le monde à partir des phénomènes sociaux qui nous apparaissent actuellement.

AUTOPSIE D' UN SYSTEME QUI SE DEREGLE

LE TOURNANT DES ANNEES -60

Que s'est-il donc passé dans les années -60 de si déterminant pour avoir fait précipiter le capitalisme dans une crise aussi profonde ? Pourtant de l'avis des observateurs, aucun événement n'a été signalé à l'époque comme pouvant être susceptible de bouleverser à ce point la face du monde. Rien... Si ce n'est de légers glissements dans le rapport de force entre les grandes puissances allant dans le sens d'un certain rééquilibrage impérialiste. Du reste, le retrait de la France de l'OTAN ou l'amorce d'une "détente" Est-Ouest en ont été des illustrations parmi d'autres.

L'économie américaine dont l'hégémonie sur le monde était alors incontestée et incontestable a vu peu à peu son étoile pâlir au profit de l'Europe occidentale et du Japon dont les marchandises sont devenues de plus en plus compétitives. L'engagement militaire au Vietnam et l'enlisement qui a suivi sont sans doute pour quelque chose dans ce "déclin" américain notamment pour avoir produit une inflation de guerre et rendu la balance des paiements déficitaires. Mais on doit aussi compter sur la façon dont en particulier le Japon et la RFA, pour combler l'écart les séparant des USA, ont su mettre à profit la modernisation de leur potentiel industriel opéré pendant le "boom" des années -60. Cette concurrence en s'intensifiant a provoqué un déséquilibre des échanges, mis en valeur les limites d'un certain mode de production et accentué un phénomène inflationniste déjà visible depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Si c'est probablement ainsi, par un processus compliqué de réactions en chaîne, que la crise a pris naissance, cela ne nous renseigne que sur les circonstances de la récession de 1967 mais ne saurait en expliquer les véritables raisons internes beaucoup plus confuses. La complexité de cette crise qui n'a cessé de se confirmer au fil de son évolution doit nous inciter à la prudence, du moins nous oblige à procéder à une étude empiriste.

GUERRE ECONOMIQUE ET CRISE MONETAIRE

Le fait que la crise s'aggrave chaque fois que le capital américain se sent menacé et doit résister à la compétitivité des économies européennes et japonaises montre que les rivalités inter-capitalistes constituent le moteur de cette crise. En 1973, l'arme utilisée a été le quadruplement du prix du pétrole, aujourd'hui c'est la politique des taux d'intérêt élevés pratiquée par les banques américaines. Ces rivalités s'inscrivent sur fond de crise monétaire comme en dénotent les dévaluations et réévaluations périodiques qui reflètent dans une certaine mesure la fluctuation des rapports de force entre les grandes puissances. On peut estimer ainsi que la guerre économique a sans doute atteint un point de non-retour lorsqu'en 1971 Nixon décida que le dollar ne serait plus convertible en or. Soumise aux soubresauts de la guerre économique, la déstabilisation du système monétaire a contribué à faire de l'inflation un des facteurs majeurs de la crise capitaliste.

LE PHENOMENE INFLATIONNISTE

Depuis plus de 15 ans, la création artificielle de nouveaux débouchés pour la production par le moyen de prêts principalement aux pays les plus faibles économiquement a aggravé l'inflation mondiale dans des proportions gigantesques. Les marchés solvables se rétrécissant, la machine économique ne fonctionne que par l'utilisation intensive de la planche à billets et repose maintenant sur un amoncellement de reconnaissances de dettes. Dans les grandes métropoles capitalistes, les Etats demandent des crédits pour rembourser leurs dettes et s'endettent pour financer leurs dépenses. Chacun s'efforce de limiter ses pertes par une austérité budgétaire ou d'en rejeter les conséquences sur ses voisins. En même temps, cette crise des débouchés alimente partout dans le monde la recherche spéculative au détriment de l'investissement productif jugé trop aléatoire. Telle est l'absurdité d'un système qui croule sous les dettes alors qu'il y a trop de capitaux qui circulent.

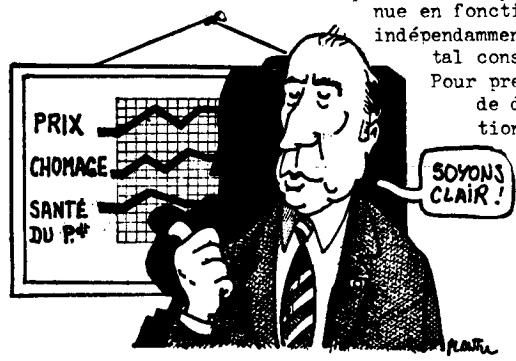
par rapport au capital total mis en mouvement. Cela signifie simplement que le même nombre d'ouvriers, la même quantité de force de travail, rendus disponibles par un capital variable, d'une valeur donnée, par suite des méthodes de production particulières qui se développent au sein de la production capitaliste, met en mouvement, transforme et consomme productivement, dans le même laps de temps, une masse sans cesse croissante de moyens de travail, de machines et de capital fixe de toute sorte, matières premières ou auxiliaires, et par suite un capital constant d'une valeur toujours croissante... Cette importance croissante du capital constant, bien qu'elle ne représente que de loin l'accroissement de la masse réelle des valeurs d'usage, s'accompagne d'une baisse toujours plus importante du prix des produits. Considéré en soi, tout produit individuel contient une somme moindre de travail qu'à un stade inférieur de la production, où le capital avancé en travail se trouve dans une proportion bien plus élevée par rapport au capital avancé en moyens de production...La tendance réelle de la production capitaliste... entraîne, avec la décroissance relative continue du capital variable par rapport au capital constant, une composition organique de plus en plus élevée du capital total ; la conséquence immédiate en est que, le degré d'exploitation du travail restant inchangé ou augmentant même, le taux de plus-value s'exprime dans un taux de profit général toujours décroissant... La tendance progressive à la baisse du taux général du profit n'est donc qu'une expression particulière au mode de production capitaliste pour le développement progressif de la de la productivité sociale du travail... Comme la masse du travail vivant employé diminue toujours par rapport à la masse du travail objectivé mis en mouvement, c'est-à-dire des moyens de production consommés productivement, il s'ensuit que la partie de ce travail vivant, non payée et réalisée comme plus-value, doit se trouver en une proportion sans cesse décroissante par rapport à l'importance du capital total employé. Mais ce rapport de la masse de plus-value à la valeur du capital total employé constitue le taux du profit ; celui-ci doit, par conséquent, baisser constamment."
Marx, Le Capital III.

A propos de la théorisation par Marx de la "loi de la baisse tendancielle du taux de profit", on peut faire un certain nombre de remarques préalables :

- celle-ci n'est "qu'une expression particulière au mode de production capitaliste pour le développement de la productivité sociale du travail", un des éléments permettant d'avancer une explication aux convulsions dont souffre le capitalisme à quelque étape son développement que ce soit (c'est à dire, pour Marx, les crises cycliques du XIX° cle) ;
- sa mise en avant unilatérale par certains "théoriciens marxistes" est souvent revenue - à négliger le caractère incomplet de l'oeuvre économique de Marx , le Capital avec ses différents livres plus ou moins "remaniés" par les "héritiers" Engels et Kautsky - et à faire un choix dans celle-ci (un autre choix pouvant amener à des conclusions inverses)
- une telle analyse aboutit, au nom du sacro-saint respect des écrits du "maître", au dogme : la crise est causée par l'augmentation constante de la composition organique du capital entrainant la diminution du taux de profit. En d'autre termes :

$$\frac{c}{v} \uparrow \Rightarrow \frac{Pl}{c+v} \downarrow$$

Cette schématisation n'est, la plupart du temps, accompagné d'aucune tentative de démonstration (c'est Marx qui l'a dit !) et est considérée comme une lapalissade allant de soi. En fait, si l'on regarde d'un peu plus prêt cette formule, rien n'est simple ! La première chose qui saute aux yeux est l'absence de toute relation directe entre taux de profit et composition organique du capital : Pl/c+v diminue en fonction de l'augmentation globale du Capital, indépendamment de la place qui y est tenue par le Capital constant ou le Capital variable.



Pour prendre un exemple, en supposant l'existance de deux secteurs connaissant une même augmentation de leur Capital global (c+v), répartie dans le premier cas à peu près également (peu de variation de la composition organique) et dans l'autre essentiellement sur le capital constant (augmentation importante de la composition organique), le résultat sera dans les deux cas une même baisse du taux de profit :

Annexe sur les Racines Economiques de la Crise

Bien qu'il fasse appel dans ses divers développements à l'analyse de la concurrence entre les capitalismes rivaux sur le marché mondial, le texte reproduit précédemment reste évasif quant aux racines économiques de la crise. Il semble ainsi placer sur un même plan les deux types d'explications généralement avancées : crise par la baisse tendancielle du taux de profit ou par la saturation des marchés. Bien que l'ensemble de ces analyses puissent apparaitre insuffisantes, il ne nous parait pas possible de les aborder comme deux variantes plus ou moins complémentaires d'une même démarche.
Brièvement, il faut rappeler que la théorie de Marx de la baisse tendancielle du taux de profit est partie intégrante de sa tentative idéologique de construction d'un socialisme "scientifique". Pour donner une base mathématique (!) à son analyse de la crise, il lui était nécessaire de mettre en oeuvre un tel outil. Peu importe à la limite que cet outil n'ait pas de fondements ni mathématique, ni économique, qu'il ne soit souvent qu'un gribouillis d'équations fantaisistes...; les marxistes de toutes époques n'en eurent que plus de plaisir à annoner les sacro-saints écrits du maître. A l'opposé, l'apport de Rosa Luxembourg, s'il est insuffisant, est tout autant enrichissant. Insuffisant, car au fond de son coeur elle reste une marxiste, croyant dans l'action historique des élites ; enrichissant, car ouverte sur le monde qui l'entoure, témoin de ses bouleversements, elle perçoit la nécessité d'analyser le monde à partir de sa réalité et non d'un discours scientiste. Contemporaine de la mondialisation du marché, de l'exacerbation des antagonismes impérialistes et des nationalismes, elle peut ainsi mettre le doigt sur les limites auquelles se heurte le système.
On constate donc que les deux principales théories explicatives de la crise capitaliste sont le produit de deux démarches dissemblables. Ceci ne veut pas dire que la théorie "luxembourgiste" soit à l'abris des critiques, loin de là. Mais ces critiques ne peuvent que s'appuyer sur l'analyse de la réalité concrète, et non sur l'analyse pseudo-scientifique marxiste. Pour préciser la critique de cette dernière, nous reproduisons ci-dessous des notes sur "Composition organique du capital et baisse tendancielle du taux de profit" publiées initialement dans le numéro 19 (fév-mars 78) de la revue Jeune Taupe.

1- Rappel des conventions utilisées, à ce propos, dans le Capital

c = capital constant = travail mort (instruments de production, infrastructures,...).

v = capital variable = travail vivant (force de travail des salariés) seul créateur de la plus value.
Pl = plus value = partie du travail non payée au salarié.

$\frac{c}{v}$ = composition organique du capital (niveau de technicité du capital)

$\frac{Pl}{c+v}$ = taux de profit

2- La loi de la baisse tendancielle du taux de profit

"... Une loi de la production capitaliste veut que celle-ci, en se développant, révèle une diminution relative du capital variable par rapport au capital constant, et partant

CE QU'UN CRASH FINANCIER SIGNIFIERAIT

Pour continuer à tourner, le système est donc engagé dans une fuite en avant qui, pour effrayante qu'elle paraisse à cause d'un effondrement du système bancaire qu'elle fait craindre, n'en reste pas moins contenue dans certaines limites. Autant il est vrai que la crise monétaire est un indicateur de la compétition économique internationale, autant on peut dire que l'hypothèse d'une banqueroute financière dans le contexte actuel est rendue assez peu probable de par l'interdépendance qui lie les consortiums bancaires et les Etats entre eux. A la différence de 1929 où c'est un crash financier qui avait déclenché la crise économique, on peut penser aujourd'hui que si un tel crash éclatait à nouveau, il correspondrait à un point culminant des rivalités inter-capitalistes et n'aurait sans doute pas d'autre suite que de déboucher sur un conflit militaire à échéance rapprochée. En tous cas, nous n'en sommes pas encore là.

A PROPOS DES RISQUES DE GUERRE (suite)

Aucun signe sérieux ne permet pour l'heure d'établir une réelle tendance à la guerre. Ni l'augmentation des budgets militaires et la construction d'armes nouvelles, ni la multiplication prétendue de conflits locaux, ni la soit-disant "opposition" Est-Ouest ne peuvent être retenues (1). Selon nous, l'entrée du capitalisme dans une telle phase se fera annoncer vraisemblablement par de tout autres indices, notamment par l'abandon du libre-échangisme, la généralisation d'une tendance affirmée au protectionnisme et la dislocation des blocs militaires qui en découlera. Mais rien de tout cela n'est prévisible dans un avenir proche. Le protectionnisme n'est pas encore une stratégie consciente que la bourgeoisie est prête à substituer au principe du "laisser faire - laisser aller". Ce n'est qu'un moyen utilisé avec souplesse par les Etats afin que leurs économies soient plus concurrentielles. Il ne consiste pour le moment qu'à freiner certaines importations par des taxes douanières et ne se signale à travers le système monétaire que par des manipulations contrôlées sur les taux de change. Pour l'heure, aucun pays n'aspire à se replier sur lui-même.

L'INTERVENTIONNISME...

Plus le dérapage monétaire s'accentue et plus il nécessite un contrôle étroit des banques centrales et des Etats. Mais l'activité des bureaucraties étatiques et le renforcementde leur rôle dans l'ensemble de la société n'impliquent pas forcément une tendance à l'étatisation. Si c'est en général bien le cas dans les pays d'économie privée, on décèle en revanche dans les pays de capitalisme d'Etat une volonté de retour à des formes économiques moins rigides ou plus libérales (Chine, Hongrie...). En fait, il serait plus juste de parler d'une tendance "interventionniste".

L'Etat intervient sous la pression de la crise pour protéger ou reconquérir le marché intérieur de sa bourgeoisie, soit en fournissant une aide financière à un secteur en difficulté, soit en mettant sous son contrôle une part de l'économie nationale (nationalisations), soit plus rarement en privatisant pour des raisons de rentabilité. Par ses interventions à caractère structurel notamment en matière de choix d'investissement et de critères de gestion, l'Etat s'affirme comme le principal agent d'une tentative de restructuration capitaliste. Par ailleurs, l'intervention étatique s'effectue aussi sur un plan commercial à travers des contrats à signer, des commandes à s'assurer, en somme pour s'ouvrir des marchés à l'étranger et marquer des points à l'exportation. L'appareil étatique est une arme que la bourgeoisie utilise contre des bourgeoisies rivales, des concurrents commerciaux. C'est à ce titre que les Etats se trouvent placés en première ligne dans la guerre économique que se livrent les bourgeoisies des principaless puissances industrielles.

(1) Dans notre texte "La bourgeoisie et la crise - à propos des risques de guerre", nous répondons plus en détail à ceux qui pensent que nous sommes entrés dans une période de préparation à la guerre. *(p.12)*

...N'EMPECHE PAS LA CRISE DE S'AGGRAVER

Les interventions de l'Etat sont devenues caractéristiques du capitalisme moderne. Elles révèlent la complexité de la crise actuelle à travers les tendances contradictoires de l'économie (destruction et restructuration). Mais quoiqu'il en soit, elles s'avèrent tout à fait inéfficaces pour trouver des solutions à même de juguler l'inflation et le chômage. Impossible de réduire les dépenses de l'Etat et du même coup l'inflation sans entraîner des fermetures d'usines et une augmentation du chômage. Impossible de tenter de réduire le chômage en forçant des débouchés pour les entreprises sans recourir au crédit laissant l'inflation se développer. Dans ces conditions, la crise ne peut que s'aggraver c'est pourquoi inévitablement les effets mondiaux du chômage et de l'inflation contribuent à transformer la crise économique en une crise sociale qui affecte toutes les couches de la société.

LA FAIBLESSE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

Au stade d'évolution atteint par la crise, il est frappant de remarquer l'incapacité de la classe dominante à trouver des solutions susceptibles sinon d'améliorer la situation économique, au moins de la stabiliser assez longtemps. Ainsi l'époque où des formations politiques restaient au pouvoir pendant 10 ou 15 ans est désormais révolue. Aujourd'hui les majorités gouvernementales sont devenues très fragiles. Pour exemple, toutes les élections qui ont eu lieu en Europe pendant l'année 1981 ont vu le parti au pouvoir, qu'il soit de droite ou de gauche, subir soit une défaite, soit un net recul.

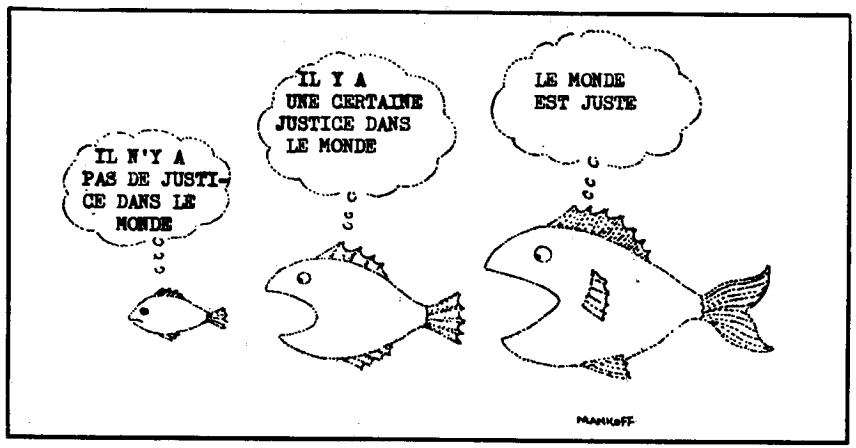
Le phénomène de "stagflation", nouveau dans l'histoire du capitalisme moderne, qui se manifeste par la persistance en parallèle du chômage et de l'inflation, rend caduques toutes les politiques économiques inspirées tant par les théories de Keynes (de demande) que par celles de Friedman (d'offre). Les plans d'austérité mis en oeuvre par les bourgeoisies dirigeantes quel que soit leur aspect ne sont en fait que de vagues compromis entre ces deux variantes et traduisent toute l'impasse dans laquelle se trouve la bourgeoisie, impuissante à faire face à une situation qui la dépasse de plus en plus.

Les querelles politiciennes qui s'étalent à la une des journaux, le phénomène d'usure au pouvoir, les crises politiques larvées qui en découlent dans de nombreux pays témoignent des hésitations et d'un réel désarroi au sein des bourgeoisies nationales. C'est un malaise qui est perceptible dans toute la société. Il est particulièrement ressenti dans les classes moyennes , mais il transparait également au sein de la classe ouvrière de manière diversifiée voire contradictoires (perte de confiance relative envers les syndicats d'un côté, espoir d'une amélioration de leurs conditions d'existence de l'autre). Néanmoins, il est essentiel de comprendre que ces phénomènes prennent place dans une phase particulière de la crise dominée par la stagnation économique et non par une dépression comparable à celle des années -30. Cela explique sans doute que les illusions qui laissent penser qu'il est toujours possible de s'en sortir dans le cadre du système en place demeurent encore largement majoritaires dans la classe ouvrière. Côté bourgeois, sirle remplacement au pouvoir de partis "démocrates-sociaux" par des partis "sociaux-démocrates" ou inversement est une marque de l'instabilité croissante de la situation politique, il faut reconnaître que les conceptions libérales classiques sont loin d'être remises en cause d'une façon générale dans les pays occidentaux. Les manifestations bourgeoises pour la "Paix" et la "Liberté" correspondent d'une certaine façon à cette situation d'une crise sociale pas suffisamment avancée pour percer au grand jour et qui permet jusqu'à présent à la bourgeoisie de conserver l'initiative.

tion d'une partie d'entre eux. En tout cas, il n'y a pas de proportion garantie entre la gravité d'une crise, l'exploitation, la misère, la pénétration capitaliste dans la société ou l'absurdité du système, et la capacité révolutionnaire du prolétariat. La tentation de l'automatisme surgit quand l'action humaine fait défaut. Ainsi, les alternatives "socialisme ou barbarie", "apocalypse ou révolution", tout en représentant une part de vérité , cherchent, même inconsciemment, une garantie de succès : si le prolétariat ou l'humanité ne fait pas "la révolution", ce sera l'enfer. D'une part on se masque en bloc toute possibilité de perpétuation du capital pendant un temps notable. De l'autre, on pose - et on se donne - l'exigence d'agir tout de suite, ou de s'en donner l'illusion, face à une menace aussi brûlante (la révolution, ou la mort).

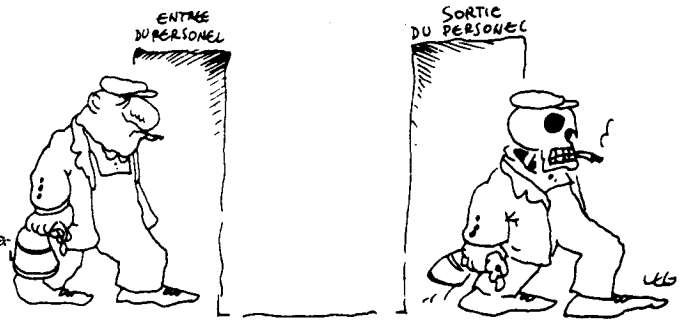
Le communisme n'est pas la théorie de l'effondrement du capitalisme, mais le mouvement de l'émancipation humaine auquel le capital contribue en généralisant la prolétarisation des individus. Si le capitalisme règne en maître absolu sur la planète, dans ce succès même réside les germes de son déclin. Le seul vrai "progrès" permis par ce XX° siècle est l'universalité potentielle des individus, la possibilité universelle de l'émergence de l'être humain. Mais tout ceci n'existe encore qu'à l'état de potentialité. Avec la soumission des modes de production antérieurs, la réalité du capitalisme décadent c'est la destruction de la valeur d'usage,indispensable à la valorisation : expulsion de la force de travail du procès productif et marginalisation de celle qui n'y entrera jamais, saccage de la nature,... Le développement de la productivité, pour chaque capital, c'est la cannibalisation de la base productive de la vie sociale pour soutenir la valeur défaillante. Mais ce développement de la destruction capitaliste n'est porteur d'aucun avenir. Il n'y a pas, contrairement à ce que dit le texte, de "facteurs de reconstruction" montrant des "vélléités d'expansion du système". S'il y a bien évidemment des restructurations, elles correspondent principalement à ce que nous nommons plus haut la crise de l'anti-crise. Quant à l'hypothèse d'une reconstruction, elle est aventureuse si on la considère distinctement d'une guerre, et de son corollaire, la destruction massive des moyens de production matériels et humains, et le repartage des marchés.

La limite du Capital ne réside pas dans son mode de fonctionnement, mais elle est humaine. Le Capital ne sera détruit que lorsque l'humanité exprimera et vivra d'autres rapports humains. ***(L'Insécurité Sociale_Mai 82)***



Les collectivités qui autrefois pouvaient vivre en auto-suffisance sont aujourd'hui soumises au marché mondial, par le développement des monocultures, le pillage des matrières premières,... Les phénomènes de disette qu'elles connaissaient dans des situations accidentelles (climatiques,...) sont devenues chroniques et dépendantes de l'évolution mondiale de la crise capitaliste. L'implantation d'industries dans les zones périphériques n'infirme en rien la théorie de la décadence, puisque, contrairement au XIX° siècle, ce processus ne se réalise pas par une extension généralisée du système, mais par l'abandon et la désertification de zones anciennement industrialisées (textiles, sidérurgie,...).
En résumé, depuis le début du siècle, le capitalisme est mondial, donc frappé de sénilité. C'est l'apparition du marché mondial, c'est à dire d'un procès global d'accumulation à l'échelle de l'humanité, qui a produit la crise historique de l'échange. L'actuelle crise, comme cela est bien montré dans le texte, n'est pas la répétition de la précédente, parceque le capitalisme a approfondi sa mondialisation. Nous entendons par là qu'il est devenu une réalité planétaire en achevant de constituer sa domination à la fois économique (marché mondial, à la fois unitaire et fragmenté, des marchandises, des capitaux, de la force de travail) et politique (le système des Etats, lui aussi unitaire et fragmenté) ; mais encore que le capital en tant que rapport social, et ses formes organisationelles, ont élargi et approfondi leur emprise sur l'ensemble des rapports sociaux.

L'actuelle crise du capitalisme présente des enjeux plus globaux que la précédente. Elle témoigne de l'épuisement des mécanismes de régulation et d'organisation mis en place par le capitalisme depuis cette dernière. Elle est en ce sens aussi une crise de l'anti-crise. Elle n'est pas pour autant la catastrophe fatale qui engloutira inéluctablement le mode de production capitaliste.
Le capitalisme est un système catastrophique, du point de vue de l'humanité. Mais ceci ne signifie pas qu'il soit catastrophique pour lui-même. Cette vision d'un "catastrophisme révolutionnaire" tire de la même base que le réformisme une conclusion opposée. Pour le premier, la crise sera le choc salutaire qui réveillera le prolétariat et conduira à la destruction du capitalisme, alors que le second ne vise qu'à son aménagement. Les deux tendances pallient ainsi aux carences du prolétariat lui-même. Pour la conception "catastrophiste", l'économie entre en crise et met les prolétaires en mouvement. Ce qu'ils font ensuite est sans rapport avec leur existence dans le rapport salarial. Cette vision d'une catastrophe économique déterminante est renforcée par celle d'un accroissement du totalitarisme assorti de catastrophes écologiques sans précédent. Même si cette compréhension n'est pas fausse, ce qui est occulté, c'est d'une part le vrai problème fondamental du capital, à savoir son incapacité à intégrer à jamais le prolétariat, d'autre part le vrai problème fondamental de l'humanité, à savoir qu'au delà des réactions prolétariennes, tout cela n'a jusqu'à présent jamais débouché que sur la perpétuation du Capital.
A l'intérieur de ce cadre, la crise crée un contexte favorable en ébranlant les bases sociales, en révélant des contradictions, en interdisant certains moyens de domestication : mais ne touche pas au fond du rapport de production qui demeure tant que ceux qui le mettent en oeuvre - les prolétaires - le font fonctionner, même en revendiquant. Il n'y a d'ailleurs pas à espérer forcément d'une crise économique épouvantable, où les travail-



leurs seraient acculés à se battre contre une brusque aggravation de leurs conditions de vie : le dos au mur, ne sont-ils pas en ce cas plus susceptibles de se défendre comme salariés, d'exiger d'abord du travail, d'accepter tout régime fort qui leur offre la solution la plus immédiate, y compris la marginalisation où l'élimina-

En même temps que la crise restreint la possibilité d'achat d'une paix sociale, les dissenssions s'accenuent entre les fractions capitalistes sur la meilleure façon de gérer le système. Mais au cas où le rythme de la crise irait en s'accélérant, l'instabilité politique et les divergences d'intérêt qui traversent la bourgeoisie pourraient alors déboucher sur une crise ouverte. Cette étude des rapports de force au sein d'une même bourgeoisie (crise de la petite bourgeoisie) et entre les bourgeoisies nationales (rivalités inter-capitalistes, effritement des blocs) ne peut pas être à négliger sous peine de s'exposer à une analyse schématique de la situation.

L'IMPACT DE LA RESTRUCTURATION

Pour toutes les bourgeoisies, la logique de la guerre économique élève au rang de priorité, non pas le protectionnisme, mais l'agressivité industrielle des entreprises. Pour chacune des puissances engagées dans cette épreuve, il n'y a pas d'autre choix que la recherche de la compétitivité. Il faut produire (au moins) autant à des frais de production moindres. Ainsi les rivalités inter-capitalistes imposent aux bourgeoisies dirigeantes la nécessité de restructuration de leur appareil de production en liquidant les anciennes structures industrielles pour reconstruire dans des secteurs plus modernes. Au niveau des rapports de force, rien n'est joué. Les pays qui aujourd'hui paraissent s'en sortir les mieux peuvent demain être atteints de plein fouet et connaître les plus graves difficultés économiques.

En tous cas, pour nous le problème n'est pas de savoir si cette restructuration peut imposer une transformation sociale telle que le capitalisme puisse à nouveau se stabiliser. Nous n'en savons rien. Mais si ce genre d'hypothèse se réalisait, il va de soi que cela supposerait au préalable un écrasement de la classe ouvrière. Toujours est il qu'aujourd'hui les reconversions industrielles en direction des secteurs de pointe (bureautique, robotique, bio-industries) ne sont pas créatrices d'emplois. Au contraire le chômage augmente constamment. En parallèle, on assiste depuis plusieurs années à une modification de l'organisation du travail qui entraîne une décomposition du tissu social. Ainsi la concentration des services et la spécialisation des tâches ne peuvent qu'influer sur la nature des conflits sociaux. D'un côté, les ouvriers et employés, de plus en plus rejetés de la production et dont le nombre diminue du fait de la crise, fixent leur lutte sur la défense de l'emploi. De l'autre, les couches salariées de la petite bourgeoisie dont le nombre augmente beaucoup moins depuis la crise et qui réagissent contre la dégradation de leur situation matérielle, la déqualification, la remise en cause de leurs privilèges hiérarchiques notamment.

La restructuration et la guerre économique, parce qu'elles mettent clairement en évidence à la fois ce sur quoi repose la faiblesse des luttes ouvrières en particulier leurs dimensions catégorielles ou localistes ou la défense de l'entreprise et à la fois le danger que représentent les classes moyennes à travers leurs aspirations à l'autogestion, la "participation", sont des éléments essentiels qui permettent de comprendre les rapports de classe aujourd'hui. On ne peut les sous-estimer.

En partant de ce constat, la classe ouvrière a plus à redouter du capitalisme que de la guerre. Ceux qui ne jurent que par l'alternative "guerre ou révolution", espèrent-ils voir les travailleurs se décider à faire la révolution parce qu'ils refuseront la guerre ? Une telle simplification de la situation mondiale qui, dans le milieu révolutionnaire, selon la façon dont elle est présentée va de la caricature à des versions plus subtiles, n'est pas neutre politiquement. En dehors de la manipulation que cela sous-entend, agiter la guerre comme un épouvantail, c'est faire croire qu'elle se situerait au-delà du seuil tolérable de l'horreur... alors que le capitalisme c'est la guerre permanente ; et sous sa forme économique, elle tue déjà des dizaines de millions d'individus tous les ans par la misère, la maladie, la famine les accidents de travail, les appareils de répression... Dans une certaine mesure, les effets mondiaux d'une restructuration capitaliste équivalent à ceux de quelques bombes atomiques.

CE QUE NOUS EN RETENONS

a) La situation des luttes ouvrières

Si la classe ouvrière ne reste pas passive devant l'offensive de la crise peut-on parler pour autant d'une "remontée" des luttes ouvrières ? Ceux qui le pensent utilisent cette expression parce qu'ils constatent qu'il y a eu autant (sinon plus ?) de conflits sociaux au cours de ces dix dernières années que pendant toute la période de reconstruction et de prospérité. Mais cette augmentation numérique n'exprime qu'une relative détérioration du climat social et rien de plus. Et parce que toutes les grèves sont loin d'être équivalentes les unes par rapport aux autres, il est dangereux de faire des comparaisons quantitatives qui introduisent l'idée d'une progression linéaire. Ce qui compte, ce n'est pas le nombre des grèves mais ce qu'elles mettent en cause. Quant à ceux qui regrettent que les réactions ouvrières soient "faibles" ou "en retard", ils se font une idée trop "avancée" de la crise. Triomphalisme ou catastrophisme, tout cela influence largement les analyses générales et l'intervention des uns et des autres, tout comme cela conforte la conception avant-gardiste ou volontariste qu'ils ont tous du rôle des révolutionnaires. Nous devons évaluer l'activité ouvrière en fonction de la situation du capitalisme. C'est pourquoi nous préférons écrire que les luttes ouvrières évoluent avec des hauts et des bas en même temps que la situation du capitalisme évolue elle-même. Le niveau de la lutte de classe et celui de la crise ne s'affirmant pas dans des milieux distincts, dire que l'un est en avance ou en retard par rapport à l'autre n'a pas de sens.

- En règle générale, lorsque la crise se stabilise à peu près, c'est le moment que choisissent les bourgeoisies pour déployer leurs plans d'austérité. On observe alors une multiplication de grèves défensives, mais ces grèves restent contenues dans certaines limites revendicatives et sont fermement tenues en main par les appareils syndicaux sans jamais paraître en mesure de dépasser ce cadre. En France, de nombreux conflits de cette nature ont jalonné les années 70 à 74 (JF, Lip...) et 76 à 78 (sidérurgie...) ; et aujourd'hui si la reprise se confirme (?), on peut s'attendre en principe à voir se redévelopper de tels mouvements. Mais lorsque les contradictions inter-capitalistes s'exacerbent, la physionomie des luttes se transforme quelque peu.

La mobilisation du mouvement ouvrier en mai 68 en France et à l'automne 69 en Italie a répondu à la récession de 1967-69. La montée ouvrière au Portugal pendant l'été 75 a culminé au terme de l'aggravation économique de 1974-75. De même, la dernière vague de grèves de l'été 80 en Pologne est survenue alors que le capitalisme était en train de subir une nouvelle chute en 1979-81, particulièrement ressentie dans les pays de l'Est. Ce n'est certainement pas un hasard si les plus grandes avancées ouvrières de ces 15 dernières années ont coïncidé avec les 3 grandes récessions économiques qui se sont produites pendant la même période.

Ces mouvements ont représenté des pas en avant significatifs dans la lutte de classe tant par leur ampleur et la détermination dont les ouvriers ont fait preuve que par les formes d'organisation qui sont apparues au plus fort des mouvements et représentant des tendances éphémères à l'autonomie ouvrière. Apparemment, ces périodes de récession favorisent plus ou moins les explosions sociales, les grèves sauvages, mais ces poussées de la classe ouvrière restent jusqu'à présent très isolées dans le monde et ont contrasté avec une accalmie sociale et une certaine morosité dûes à l'impasse des luttes syndicales dans les autres pays. Les limites nationales auxquelles se sont trouvées confrontées les fractions ouvrières les plus combatives n'ont pas permis à ces dernières d'abattre les illusions légalistes, nationalistes qui pèsent si lourdement sur elles... Et chaque fois, les formes de lutte que le mouvement a produites se sont transformées en forces d'encadrement de la classe ouvrière. Chaque fois, la petite bourgeoisie a pu rapidement s'assurer la maîtrise du mouvement pour y faire valoir ses intérêts, avant que la bourgeoisie y mette fin par une répression ou des élections.

Malgré tout, les luttes ouvrières présentes ne se déroulent plus comme si rien ne s'était passé depuis 1968. Qu'il y ait parfois à l'issue des grèves de petites minorités de travailleurs cherchant à s'organiser par eux-mêmes, cela témoigne d'une relative élévation d'une conscience collective de classe, même si ces regroupements disparaissent au bout de quelques mois ou connaissent une récupération syndicale. Le fait que les ouvriers polonais de 80 soient allés plus loin que les ouvriers portugais de 75 qui eux-mêmes avaient été plus loin que les ouvriers français

« POSTFACE »

Si nous avons contribué à l'édition de ce texte, c'est bien entendu à cause de l'intérêt qu'il nous semble présenter. S'attaquant à un sujet, la crise du capitalisme, où le rabâchage de fausses évidences et autres platitudes marxistes tient souvent lieu d'analyse, il s'attache à partir de la réalité du monde que nous subissons, dans toute sa complexité. Si nous avons de nombreux points d'accord avec la réflexion qu'il contient, il est par contre un domaine où nous pensons qu'il est dans l'erreur. Celui-ci, recoupant essentiellement le paragraphe "Quelles perspectives pour le capitalisme ?", a trait à la critique de la notion de décadence du capitalisme. Le problème n'est pas de faire un rempart de nos corps pour protéger une expression qui a connu de multiples avatars. Si le texte n'atteint pas son but, sur ce point particulier, c'est qu'il se trompe de cible. Ne caractérisant pas clairement le concept de décadence, il s'attaque à son fantôme ou à sa caricature. C'est donc sur cet aspect que portera essentiellement notre critique.

La notion de décadence demande d'abord à être "historicisée". Elle est employée à partir de la référence "absolue" que constitue la décadence de l'empire romain, pour décrire des situations dont les ressemblances ne sautent pas toujours aux yeux. On pourrait pourtant leur trouver une base commune minimale. On peut définir comme décadente une société se heurtant à des limites qui lui sont propres (on pourrait dire qui la caractérisent) et qu'elle ne peut réellement dépasser. Ceci implique sinon l'agonie du moins une remise en cause importante des modes de fonctionnement de cette société. A la décadence structurelle correspond une décadence sociale. Si l'on peut parler de décadence pour définir le capitalisme du XX° siècle, c'est que :

a- le mode de production capitaliste, reposant sur la nécessité d'une expansion et d'une transformation de toute la planète, se heurte par sa mondialisation à une limite fondamentale : la limite géographique que constitue cette planète ;

b - il ne peut alors perdurer qu'au moyen de destructions généralisées, d'une déshumanisation de l'existence, etc... Si les grands moments de cette épopée du progrès restent les deux guerres mondiales, elles n'en constituent pas moins pour une part l'arbre qui dissimule la forêt. Le capitalisme décadent tue autant dans ses entreprises, sur ses routes, par ses intoxications diverses, qu'il le fait sur ses champs de bataille. Quotidiennement, en "période de paix", il remet en cause le passé, le présent et l'avenir de l'humanité et de l'ensemble des espèces minérales, végétales et animales.

Nous utilisons nous même le terme de décadence. Pourquoi ? Pour nous ce terme ne signifie pas qu'il y ait "crise finale du capitalisme" ou "cours inéluctable" de l'histoire vers la révolution communiste en vertu de règles intemporelles et scientifiquement fondées. Il indique seulement à la fois une limite à l'expansion de l'économie et un rapport social aliéné soumis à la domination accrue de la marchandise. La théorie de Rosa Luxembourg de la décadence représente pour une part une réaction aux thèses de certains marxistes tentant de faire la démonstration de l'aptitude complète du capitalisme à durer éternellement. Il est clair que si l'on admet l'accumulation sans limites du capital, on a aussi prouvé sa viabilité sans limites. Or il y a des limites à la reproduction élargie qui tiennent à des facteurs économiques géographiques, écologiques et humains... Si aujourd'hui la crise est mondiale, c'est qu'il y a eu mondialisation du mode de production capitaliste. La décadence est donc historique. Paradoxalement, la pleine "maturité" du capitalisme est aussi sa limite. Il n'existe plus de terres vierges, d'ilôts extracapitalistes, de nouveaux marchés solvables, qui puissent permettre son évolution extensive. Ceci est la réalité de la continuation de l'accumulation du capital, que le texte définie comme un développement permanent. Mais que signifie, par exemple, le fait "qu'une petite partie seulement de la planète est industrialisée" ? Au XIX° siècle, cela aurait suggéré que de nouveaux développements étaient prévisibles. Mais aujourd'hui ? Le mode de production capitaliste domine toutes les régions de la planète, industrialisées ou non.

Le principe de ce rapport de domination se perçoit encore mieux à notre époque par le fait qu'il est appliqué sur une échelle mondiale. En outre, il faut bien admettre que le sous-développement industriel de l'URSS qui réduit cet Etat à ne jouer qu'un rôle mineur dans la compétition économique internationale et d'autre part l'étroite assise sociale de la bourgeoisie russe qui amène celle-ci à exercer sa domination par une dictature ouverte sont des éléments qui entretiennent indirectement une certaine collusion entre les pays occidentaux et ceux du bloc soviétique ainsi qu'une dépendance des uns envers les autres.

Ainsi, les premiers ont besoin de l'image repoussante que constitue le système politique des Etats de l'Est pour consolider idéologiquement leur système social au nom de la lutte de la démocratie contre le totalitarisme. Les pays de l'Est de leur côté ont besoin des importations occidentales afin d'assurer leur subsistance et palier au sous-développement et à un état de pénurie chronique.

Par conséquent, il n'existe pas de rivalité économique majeure entre les deux blocs. Ce n'est donc pas là qu'il faut chercher les raisons des tensions internationales, mais bien plutôt au sein même du bloc atlantique, dans la guerre économique que se livrent les USA, le Japon et les pays de la CEE.

L'URSS ne représente sur l'échiquier international qu'une force militaire (au demeurant considérable) sur laquelle un ou plusieurs Etats occidentaux pourraient être tentés de prendre appui au cas où leurs différends avec le leadership américain ne pourraient être surmontés. C'est cette position de recours possible pour des impérialismes de seconde zone qui place l'URSS face aux USA.

Même si au niveau actuel de la crise, on commence à remarquer de la part de certains pays occidentaux (Japon, RFA, France) un besoin d'affirmer une autonomie par rapport aux USA, la possibilité d'un éclatement du bloc occidental demeure très improbable à court terme et de fait la perspective d'une nouvelle guerre impérialiste encore assez lointaine.

Quoiqu'il en soit deux choses doivent être soulignées :
- Etant donné les risques évidents de destruction de l'humanité qu'elle comporte, la guerre est une solution ultime qui ne sera concrètement envisagée par la bourgeoisie que lorsque la paralysie du système économique aura atteint un point tel qu'il n'y aura plus d'autre solution. Cela ne veut pas dire qu'il faille nier les risques de guerre actuellement car ceux-ci sont liés à l'existence même du capitalisme et les quelques conflits locaux à travers le monde nous le rappellent tous les jours. Simplement, il convient de les évaluer raisonnablement.
- Loin de "vouloir" la guerre, la bourgeoisie s'efforce face à la crise de restructurer son appareil de production peu à peu en vue de parvenir à l'instauration d'un "nouvel ordre économique mondial". Certes, un tel projet n'est réalisable qu'à très long terme et devra nécessiter peut-être plusieurs décennies sans parler d'une défaite prolétarienne. Il n'en demeure pas moins que c'est l'objectif que se donnent les dirigeants des pays industrialisés.

Ces remarques étant faites, l'alternative pour la bourgeoisie se présente donc de la façon suivante : créer les conditions d'un redéveloppement capitaliste (inexistant aujourd'hui), sinon recourir à la destruction massive de forces productives par les moyens d'une guerre qui par le biais d'un processus d'escalade pourrait rapidement embraser le monde entier.

Par conséquent, ce qui caractérise la période actuelle, ce n'est pas tant des préparatifs de guerre qu'il faut resituer dans leurs justes proportions que la compétition inter-capitaliste et l'emprise de plus en plus pesante exercée par les impérialismes les plus puissants sur les pays moins développés.

(Groupe EX-IIO. Janv.82)

de 68 signifie que les luttes, en s'enrichissant mutuellement, progressent qualitativement. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille en déduire qu'en misant sur un approfondissement de la crise nous nous dirigerions mécaniquement ou grâce à un processus dynamique" vers une issue révolutionnaire.

Cette progression des luttes telle que nous la suivons depuis 15 ans sur le mode "2 pas en avant, un pas en arrière" correspond au rythme d'une crise qui n'est pas encore arrivée à maturité. Si demain le rythme de la crise changeait, si les phases de récession devaient durer plus longtemps que les phases de stabilisation, cela aurait sans doute d'importantes conséquences sur la lutte de classe et rien ne permet de dire si cela créerait ou non une situation "favorable" pour la classe ouvrière.

- Par contre, ce qui est beaucoup plus certain, c'est que la mondialisation de la crise peut (en théorie) favoriser une unification mondiale du prolétariat. Les réactions ouvrières n'existent plus seulement dans les pays industrialisés mais à présent dans les nouvelles concentrations urbaines du Tiers-Monde. Même si ces luttes subissent l'emprise de la petite bourgeoisie et en adoptent souvent les orientations nationalistes, religieuses, démocratiques ; même si les émeutes de la faim qui ont eu lieu ces dernières années (Soweto, Le Caire, Tunis, Casablanca) offrent assez peu de perspectives et sont facilement récupérables, l'important est qu'un mouvement ouvrier existe et se manifeste. Evidemment nous ne devons pas en attendre des miracles car les luttes ouvrières dans les pays industrialisés seront beaucoup plus déterminantes mais il faut en tenir compte. Le socialisme ne peut pas se réaliser partiellement dans le cadre d'un ou plusieurs pays. Il s'affirmera mondialement ou pas du tout. L'internationalisation des réactions ouvrières à la crise crée de ce fait un terrain objectivement plus "favorable" à une victoire prolétarienne que cela ne fut le cas au cours de la dernière grande situation révolutionnaire des années 1917-23. Et cela mérite d'être souligné.

- Enfin, on ne peut évoquer le problème d'une victoire prolétarienne sans le rattacher au rôle des révolutionnaires. Comme il s'agit là d'une question qui fera l'objet prochainement d'un texte particulier, nous ne la développerons donc pas. Disons simplement que pour nous, la révolution communiste n'étant pas plus une nécessité historique que le communisme n'est un idéal, elle n'est pas certaine de se produire un jour ou l'autre, elle est seulement possible. Si elle se réalise un jour, elle ne résultera ni d'une quelconque fatalité pouvant s'expliquer mathématiquement, ni d'une exigence morale, ce que certains appellent "volonté communiste" ou "passion d'être révolutionnaire". Ce qui est primordial, c'est le mouvement de la classe et non la pression voire l'influence d'une poignée de militants. Parce que nous faisons partie de ce mouvement et que nous en sommes une parmi d'autres des expressions avancées, nous ne nous sentons investis d'aucune responsabilité vis à vis de la classe ouvrière. C'est pourquoi nous ne définissons pas notre activité en fonction d'une ligne de conduite tracée à l'avance (programme...) c'est à dire en terme de "devoir" mais seulement et uniquement en terme de "possibilité".

b) Une seule et même économie capitaliste

La compréhension du capitalisme doit se situer à un niveau mondial et non pays par pays ou se cantonner à des particularismes locaux. De ce fait, affirmer qu'un Etat national est capitaliste c'est enfoncer une porte ouverte puisque le monde entier est capitaliste. Aucun Etat ne peut se soustraire aux lois du marché.

Al'Est comme à l'Ouest, au Sud comme au Nord, partout la logique salariale d'extorsion de plus-value, la recherche du profit et la production marchande régentent l'économie. Partout des centaines de millions de travailleurs sont obligés pour survivre de se vendre et d'exécuter un travail aliénant. La mondialisation de la crise est du reste à la mesure des proportions gigantesques atteintes par le capitalisme à notre époque. Dans un tel système, le besoin pour chaque pays de rendre une marchandise compétitive sur le marché mondial entraîne nécessairement une concurrence entre toutes les nations petites et grandes.

Dans les périodes de crise, dès lors que le marché stagne, cette concurrence entre tous les capitaux s'exacerbe et la conquête de nouveaux débouchés donne lieu à une véritable guerre économique entre les principales puissances qui ont les moyens de lutter. Economiquement, donc, les blocs n'existent pas, c'est le "chacun pour soi" qui prime.

Aussi est-il faux d'écrire à propos de la crise polonaise par exemple que la Pologne est l'enjeu des rivalités Est-Ouest car en réalité la Pologne est autant un enjeu pour l'URSS face aux USA que pour la France face à la RFA, pour les USA les USA face à la RFA à l'Ouest, ou encore pour l'URSS face à la RDA à l'Est. Il est tout aussi faux de considérer qu'à l'occasion des derniers événements de Pologne, le battage fait par les syndicats français FO, CFDT pour les "droits démocratiques" n'était que "défense de l'impérialisme occidental contre l'Est", car il s'agissait au contraire de défendre le capital français contre ses concurrents qu'ils soient d'Est ou d'Ouest. Il faut par conséquent rejeter toute notion "d'impérialisme occidental" qui signifierait que des capitalismes nationaux... et concurrents sont appelés à s'unir au nom d'intérêts supérieurs derrière une bannière occidentale contre un "impérialisme oriental", cela en vertu d'une situation militaire vieille de 37 ans.

Et de toute façon, sur quoi reposerait la spécificité de ce prétendu antagonisme Est-Ouest ? Sur des raisons idéologiques ? Ce serait alors s'inscrire en faux par rapport au fait que l'idéologie s'adapte à un rapport économique existant mais jamais ne le devance. Sur des raisons de structures économiques ? Non plus. Les formes économiques différentes qui existent à travers le monde (du capitalisme privé au capitalisme d'Etat en passant par toutes les formes d'économie mixte) s'expliquent selon la puissance de la classe dominante, son assise sociale, ou encore en fonction du niveau de développement atteint par chaque pays, des impératifs conjoncturels de modernisation ou de concentration du capital qui s'y rapportent . En aucun cas, cette diversité n'est une source d'antagonismes.

Certes, la CEE existe à l'Ouest, tout comme existe à l'Est le Comecon. Mais ces structures de coopération économique ont été mises en place dans une période bien précise de reconstruction et de prospérité pour veiller à la bonne marche du commerce international, pour amortir les effets de la concurrence économiqueset institutionnaliser une certaine forme d'arbitrage entre les Etats. Or aujourd'hui, ces structures économiques mais aussi politiques, sociales ou monétaires, loin de se renforcer, ont du mal à résister aux prolongements de la crise et tendent à se fissurer. A terme, cela veut dire que l'intensification de la compétition économique ne peut pas être conciliable avec le respect des alliances et des règles commerciales, diplomatiques ou financières qu'incarnent pêle-mêle CEE, OTAN, OCDE, FMI, SME etc... En outre, l'interdépendance des économies nationales entretenue et développée par ces biais ne fait qu'aggraver les contradictions les rendant encore moins contrôlables.

Il ne faut pas non plus oublier qu'en même temps que la concurrence intercapitaliste s'affirme dans toute son acuité, la dépendance des pays sous-développés en particulier ceux de l'Est se manifeste de façon plus évidente, ne serait-ce que par l'endettement croissant qu'ils contractent. C'est pourquoi la part modeste des pays de l'Est dans le commerce international indique que ni l'URSS, ni la RDA, ni aucun autre pays faisant partie de la zone d'influence russe ne peut espérer être un concurrent important pour les grandes puissances industrielles que sont les USA, le Japon et les pays de la CEE. C'est au contraire entre ces derniers pays que la guerre économique prend toute son intensité.

En conséquence, nous devons refuser tant la théorie nébuleuse des "Trois mondes" chère aux maoïstes que celle de deux mondes Est et Ouest qui seraient en quelque sorte conçus pour s'affronter (spectre de la guerre froide) et que partagent les trotskystes, les anarchistes, et même certains luxembourgistes. C'est parce qu'il n'y a qu'un seul et même monde capitaliste que nous pouvons considérer que ce qui caractérise principalement cette période de crise, ce sont les rivalités inter-capitalistes. C'est, en tous cas, un des enseignements essentiels que nous en tirons.

c) Quelles perspectives pour le capitalisme ?

La décadence capitaliste est un thème à travers lequel de plus en plus de révolutionnaires tentent de trouver une explication à la situation difficile du capitalisme. Ils considèrent que si une révolution socialiste ne survient pas ra-

A PROPOS DES RISQUES DE GUERRE

Au fur et à mesure que la crise économique s'aggrave, l'éventualité d'une troisième guerre mondiale est de plus en plus évoquée comme une issue possible permettant à la bourgeoisie mondiale de résoudre ses contradictions. Le moindre événement international, tel la mort d'un chef d'Etat est aussitôt traduit par la presse bourgeoise en terme de "déstabilisation", de "paix menacée". C'est aussi dans ce contexte que s'inscrit le mouvement pacifiste européen.

Mais même dans le milieu révolutionnaire, de nombreux groupes annoncent dès maintenant l'entrée du capitalisme dans une phase nouvelle de préparation à la guerre. Qu'en est-il exactement ?

Les arguments avancés pour justifier cette position sont en général :
1° L'accroissement des budgets militaires à quoi s'ajoutent des exemples concrets de militarisation comme la fabrication de la bombe N.
2° La multiplication des conflits locaux dans le monde.
3° L'opposition idéologique croissante entre les blocs Est et Ouest.

Pour répondre au premier point, ce n'est pas d'aujourd'hui que les budgets militaires augmentent en valeur brut, de même que n'a jamais cessé la découverte d'armes nouvelles toujours plus destructrices. Dans ce cas, il est assez peu intéressant de savoir combien de fois les armes nucléaires dans leur ensemble sont-elles capables de faire sauter la planète...

Par ailleurs, la "Détente" n'est-elle pas l'équilibre de la terreur ? Il ne faut pas oublier que la systématisation de la bombe H dans l'armement des grandes puissances s'était effectuée au moment où commençait à s'amorcer un dégel des relations entre USA et URSS. Aussi la fabrication de la bombe N aujourd'hui doit être davantage comprise comme faisant partie d'un renouvellement et d'une modernisation constante du potentiel militaire que comme le signe d'une réelle tendance à la 3° guerre mondiale.

En ce qui concerne la multiplication des conflits locaux, cette affirmation ne repose sur rien car en vérité il n'y en a pas plus qu'il y a 10 ans. Hormis les accrochages plus ou moins sérieux qui ont lieu de temps à autre au Moyen-Orient depuis la fin de la dernière Guerre, et (peut-être) les guerres opposant l'Afghanistan à l'URSS et l'Irak à l'Iran, les conflits existants ne sont en fait le plus souvent que des actions de guerrilla dont l'engagement est à la fois limité et très localisé mettant aux prises des fractions bourgeoises rivales au Cambodge, en Erythrée, en Irlande, en Namibie, au Sahara, au Salvador.

Et de toute façon le problème n'est même pas de savoir si ces conflits se multiplient mais s'ils gagnent en intensité. Or ce n'est pas le cas aujourd'hui si l'on en juge par le fait que ces guerres nationales durent pour certaines depuis plusieurs années et que rien ne les empêche de continuer ainsi encore longtemps. Puisqu'elles permettent de tester toutes sortes d'armes de plus en plus sophistiquées, ce ne sont pas les marchands de canons qui s'en plaindront.

Quant à l'opposition Est-Ouest, il s'agit là d'une question qui nécessite un plus grand développement.

Certes, cette opposition est réelle sur le plan militaire depuis le partage de Yalta mais elle est nécessaire pour maintenir un certain équilibre politique entre les grandes puissances afin de garantir l'ordre économique ainsi que la paix sociale dans le monde. L'antagonisme entre deux blocs militaires est un facteur de stabilité qui a toujours existé à travers les siècles quelle que soit l'étendue du champ d'activité politique et économique. C'est en somme un élément de régulation des contradictions du système qui permet aux deux Grands, chacun dans sa zone d'influence de neutraliser l'affrontement entre les forces sociales.

Certes, la pacifisme en est un produit. Il concourt à accréditer d'un point de vue bourgeois l'effort de "solidarité" et de défense du capital national demandé par les gouvernants. Mais il est également important de tenir compte de la relative érosion dont sont atteints les partis politiques au pouvoir pour certains depuis 20 ou 30 ans.

- En Italie, où la Démocratie chrétienne est divisée sur l'éventualité de se concilier un appui du PCI dans le cadre d'une crise politique continuelle.
- En Espagne, où les divisions qui minent l'UCD traduisent le mécontentement d'une petite fraction de la bourgeoisie qui avec une partie de l'armée estime que l'aggravation de la situation économique et les aspirations séparatistes de certaines bourgeoisies régionales sont imputables au "manque de fermeté" du régime parlementaire.
- En Belgique, où les partis sociaux-chrétiens viennent d'essuyer un recul aux dernières élections et connaissent des dissenssions en leur sein, tandis que la crise économique attise les rivalités entre les bourgeoisies flamande et wallonne.
- En Grande-Bretagne, alors que les deux partis traditionnels (conservateur et travailliste) se sont tour à tour déconsidérés au pouvoir en se montrant incapables d'enrayer le déclin économique du pays, la création d'un parti intermédiaire (SDP) qui a toutes chances de remporter les prochaines élections est révélateur du véritable marasme politique dans lequel la bourgeoisie britannique se débat.
- Même en RFA qui commence à voir ses perspectives économiques s'assombrir, c'est avec peine que le SPD tente de rassurer une petite bourgeoisie qui commence à prendre peur et qui semble se réfugier du moins pour le moment dans le neutralisme.
- En France, l'événement politique qu'a constitué l'élection de Mitterrand et la victoire du PS est en majeure partie à mettre au compte d'un mécontentement des classes moyennes, et de l'usure du pouvoir de la droite.
- Enfin, même dans des pays d'importance secondaire comme le Danemark ou encore la Nouvelle Zelande, les élections qui viennent de s'y dérouler confirme le tassement plus ou moins important des partis au pouvoir.

Le troisième à-coup que vient de connaître la crise capitaliste de 1979 à 81 semble donc avoir relativement affecté les fractions les plus fragiles de la bourgeoisie des pays industrialisés. En Europe, les manifestations pacifistes, régionalistes ou écologistes en témoignent en partie.

Dans la mesure où dans l'immédiat la crise va sans doute stagner au niveau qu'elle a atteint, le malaise de la petite bourgeoisie ne peut que se poursuivre dans les limites actuelles et peut continuer à donner lieu à des crises politiques dans les pays où la bourgeoisie n'est pas assez forte pour imposer une constitution garante d'une stabilité gouvernementale minimum.

Toutefois, dans l'état actuel des choses, ce serait surprenant de voir se développer des options bourgeoises aujourd'hui minoritaires (écologistes, staliniennes ou fascistes) qui en débordant le cadre politique actuel, mettraient en danger l'ordre néo-libéral ou social-démocrate auquel la bourgeoisie occidentale demeure attachée.

Une nouvelle aggravation de la crise peut évidemment tout remettre en cause par convulsions politiques et sociales et l'exacerbation des rivalités entre nations que cela risquerait d'impliquer.

Pour le moment, l'opposition entre les différentes fractions de la bourgeoisie des pays développés ne dépasse pas un cadre électoral, légaliste. Mais peut-être pourrait-il en être autrement à l'avenir dans le cas où certaines catégories les plus vulnérables (paysans, commerçants, cadres, professions libérales...) ne se reconnaîtraient plus dans aucun parti censé les représenter.

Une forte élévation du taux d'abstention canalisée vers l'émergence d'importants courants radicaux (de type poujadiste par exemple) pourrait être alors un symptôme (parmi d'autres) d'une crise politique ouverte de la bourgeoisie. Dans ce cas, la possibilité à terme d'une révolte de la petite bourgeoisie dans un Etat européen ne serait peut-être pas une hypothèse à exclure.

pidement, la société bourgeoise court tout droit à la barbarie. "Guerre ou révolution", "socialisme ou barbarie", telles sont les alternatives historiques avancées par tous ceux qui s'inspirent de près ou de loin de ces thèses.

A vrai dire, il n'est guère étonnant que l'apparition de telles conceptions plutôt catastrophistes ait coïncidé, dans un premier temps, avec toute une période de défaite de la classe ouvrière. Cette faiblesse des luttes de classe pendant des dizaines d'années a contribué certainement à entretenir les idées selon lesquelles le communisme serait une nécessité, et le capitalisme serait appelé à s'effondrer. Par ailleurs, cela donnait aussi une raison aux faibles organisations existantes alors, de se maintenir envers et contre tout. Depuis, la crise qui est en train de sévir et les quelques explosions sociales qui ont eu lieu depuis 1968 n'en alimentent pas moins les analyses mécanistes ou caricaturales selon lesquelles le capitalisme en crise n'aurait pas d'autre issue pour s'en sortir qu'une nouvelle guerre mondiale ou encore les luttes ouvrières en Pologne prendraient place dans "le processus dynamique qui conduit à la révolution".

Il faut tout d'abord répondre à ceux qui expliquent la situation du capitalisme par la décadence. Depuis que R. Luxembourg en a formulé le principe, cette théorie n'a pas cessé de se trouver contredite dans les faits. S'il est vrai que le capitalisme montre périodiquement ses limites, il a aussi montré depuis 70 ans l'étendue de ses ressources puisque l'accumulation n'a pratiquement jamais cessé de se poursuivre et la production mondiale, le volume de marchandises produites échangées et consommées de croître. Marchandise comme les autres, le prolétariat lui aussi a subi une évolution parallèle. Ainsi la conquête géographique de tous les territoires, achevée par le colonialisme (fin du XIXe s.) et le partage impérialiste du monde qui y correspondait n'ont pas mis fin au "capitalisme ascendant" (1). Le champ est encore laissé libre à une éventuelle expansion capitaliste si l'on observe qu'une petite partie seulement de la planète est industrialisée.

A pareil constat, la théorie de la décadence ne tient pas. Beaucoup en sont conscients mais en reprennent tout de même certaines conclusions jugées positives. La principale en est le cycle perpétuel crise-guerre-reconstruction qui régirait selon eux la vie du capitalisme, chacune de ces phases se succédant dans un ordre immuable "in saecula saeculorum", en vertu d'une fatalité historique, le fameux "sens de l'Histoire".

Cette thèse part d'un raisonnement aussi mécanique que la précédente. Certes jusqu'à présent l'Histoire lui a donné raison ; pourtant lorsqu'on y regarde de plus près, ce n'est plus aussi évident. Ainsi les trois phases du dit cycle ont toujours existé, non pas seulement l'une après l'autre, mais aussi simultanément, à toutes les périodes de ce siècle, une des trois dominant et agissant en général sur les deux autres pendant une certaine durée de temps. La guerre est un facteur de crise et de reconstruction, tout comme la crise est un facteur de guere et de reconstruction, tout comme la reconstruction est un facteur de crise et de guerre.

Il existe ainsi, quelle que soit l'époque, des micro-crises de nature simplement sectorielle ou catégorielle, qui, soit se résorbent assez vite, soit évoluent lentement, sans pour autant prendre l'aspect d'une crise mondiale, généralisée comme nous la connaissons aujourd'hui. La permanence en pleine période de prospérité d'un volant de chômage démontre que le capitalisme n'est jamais équilibré et souligne l'inéluctabilité des crises en système capitaliste. On peut en dire autant pour les guerres locales en période de "paix" qui révèlent des contradictions sociales et économiques entre fractions capitalistes (voir le Vietnam dans les années 60). Idem pour certains facteurs de reconstruction qui traduisent par-

---

(1) Nous ne reprenons pas ce terme à notre compte. Il est évident que l'ascendance n'a de sens que si l'on admet la décadence. Nous n'utilisons l'expression "capitalisme ascendant" que pour les besoins de la démonstration, c'est la raison des guillements.

fois en plein milieu d'une crise économique, et de façon souvent peu perceptible des velléités d'expansion du système, limitées seulement à quelques secteurs, et qu'un contexte extérieur défavorable empêche qu'ils prennent de l'ampleur.

La complexité des rapports sociaux et la difficulté que nous avons à les comprendre ne peuvent se satisfaire d'une théorie aussi simpliste que celle qui consiste à pronostiquer une guerre après une crise simplement parce que par deux fois déjà en 1914 et en 1939, la guerre impérialiste a fait suite à une crise économique. Eriger le "jamais deux sans trois" en théorie politique n'est pas très sérieux.

Ce sur quoi nous voulons insister, c'est sur le fait (qui bien sûr reste encore à démontrer dans la réalité) que les phases du dit-cycle capitaliste peuvent être parfaitement interchangeables. Ainsi on peut concevoir une guerre qui ne débouche pas automatiquement sur une expansion économique mais sur une nouvelle crise parce qu'elle n'aura pas réussi à établir les bases suffisantes d'une reconstruction dynamique ou d'une nouvelle révolution industrielle. De même, on peut tout aussi bien concevoir une reconstruction s'amorcer au terme d'une crise économique... à condition que cette dernière soit suffisamment longue et progressive pour permettre un bouleversement de l'appareil productif maîtrisé par la bourgeoisie et suffisant pour favoriser un redémarrage. La crise que connait le capitalisme aujourd'hui ayant la particularité d'être durable, c'est à dire à la limite pouvant fort bien se prolonger des décennies durant, rien ne permet d'écarter cette hypothèse, même s'il est vrai qu'envisager une reprise tendancielle de l'économie à l'heure actuelle est complètement absurde. La crise ne peut en effet que persister et s'aggraver au cours des prochaines années.

Néanmoins, le fait que la crise soit depuis environ 1974 l'élément déterminant de la période ne signifie pas que les deux autres éléments intervenant dans l'existence du capitalisme (reconstruction et guerre) aient totalement disparu. Au contraire : ceux-ci sont bien présents et se manifestent ici et là, bien qu'influençant encore la période que de façon secondaire. Aussi ne s'agit-il pas pour nous de nier tant les dangers de guerre que la tentative du capitalisme de se restructurer. Ce ne sont là que deux hypothèses, répétons-le, et il faut les apprécier avec mesure. Laquelle des deux l'emportera sur l'autre et se concrétisera ? Les perspectives du capitalisme sont liées à cette question et il est aujourd'hui extrêmement difficile de répondre et de faire la moindre prévision.

Mais pour avoir des perspectives, le capitalisme doit d'abord survivre, or ce n'est pas évident heureusement. L'inconnue, c'est évidemment et surtout la réaction ouvrière. Tout dépend d'elle. Si jamais une issue à la crise se présentait à court terme, cela ne pourrait s'effectuer que par une guerre ou une révolution. Mais au-delà, à plus long terme, il est vraiment impossible de prévoir ce qui peut se passer. Le capitalisme n'étant pas figé, alors d'autres alternatives pourront peut-être se présenter.

Historiquement parlant, la guerre n'est qu'une possibilité ultime pour le capitalisme et non le seul et unique moyen lui permettant en toute circonstance de surmonter une crise. C'est pourquoi, en considérant le niveau encore assez peu avancé de la crise, nous trouvons qu'il est dangereux de subordonner toute une activité révolutionnaire à une appréciation des risques de guerre aussi insistante, comme ont tendance à le faire ces derniers temps de nombreux groupes révolutionnaires.

Sans revenir sur les arguments erronés qui lui servent d'appui (1), cela ne sert à rien de dramatiser la situation. En surestimant un aspect de cette situation, on en fait facilement une fixation et on sous-estime du même coup de nombreuses autres questions. On se donne ainsi une vision déformée de la réalité qui ne permet donc pas d'appréhender la société le plus globalement possible.

En ce qui nous concerne, la conception que nous avons du travail politique n'est pas compatible avec des formes mécanistes ou limitatives de réflexion. Si le débat le confirmait, il nous faudrait en déduire les conclusions qui s'imposent concernant la possibilité d'une intervention ou plus généralement de toute activité susceptible d'être menée en commun avec tel militant ou groupe révolutionnaire. ***(Mars 82)***

(1) Voir note (1) page 4

LE PACIFISME ET LA GUERRE

QUAND LA PETITE BOURGEOISIE EUROPEENNE S'INQUIETE

L'automne 81 a été marqué par de grandes manifestations "pour le désarmement" rassemblant souvent plus de 100 000 personnes dans les capitales de l'Europe occidentale. Ce mouvement pacifiste qui intervient dans le contexte général décrit plus haut appelle un certain nombre de remarques.

D'abord de par sa composition, il s'agit là d'un mouvement provenant essentiellement de la petite bourgeoisie, dont les participants viennent d'horizons politiques différents (d'organisations chrétiennes aux groupes gauchistes), mais dans lequel la jeunesse étudiante semble avoir un rôle moteur.

D'autre part, à la différence de la période s'étendant de 1967 à 70 où les manifestations étudiantes qui correspondaient à une contestation de l'hégémonie américaine avaient un caractère offensif, cette fois elles présentent un aspect défensif, la non-violence étant la volonté dominante des manifestants de Bonn, de Bruxelles ou de Rome.

Dans une situation internationale où la concurrence inter-impérialiste et la politique monétaire américaine met en difficulté les économies européennes, il y a sans doute à travers le surgissement des mots d'ordre réclamant le retrait unilatéral des armes nucléaires américaines et russes, le besoin grandissant pour d'importantes fractions de la bourgeoisie de défendre "son" capital, de jouer "sa" propre carte nationale, et pour cela de se libérer quelque peu de la subordination militaire des USA.

Il ne s'agit plus de contester le fonctionnement inadapté d'un système, mais de prendre appui sur lui pour faire pression sur les gouvernements en vue de parvenir à des accords négociés entre grandes puissances. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant de voir les partis et syndicats réformistes se faire l'écho des préoccupations de la petite bourgeoisie pour en récupérer le mouvement ou tenter de redorer leur blason électoral. C'est sur cette base que par exemple le PASOK a remporté les dernières élections législatives en Grèce.

Malgré tout, le pacifisme est le produit d'une situation économique donnée qui prend place dans un contexte politique donné. Il faut donc l'analyser comme un phénomène conjoncturel dont l'importance ne doit pas être exagérée.

Même s'il exprime un désarroi réel de la petite bourgeoisie salariée, principalement par rapport à une dégradation économique qui l'inquiète, même si une tendance à l'effritement du bloc occidental semble se dessiner, ce serait dangereux d'en déduire que ce mouvement va se généraliser et prendre de l'ampleur dans les prochains mois au point de déboucher sur des transformations sociales et un réexamen des alliances militaires.

Ce serait oublier que la crise se déroule très lentement, que ce mouvement peut évoluer tant dans le fond que sur la forme, ou que d'autres catégories sociales mécontentes (petits commerçants, paysans plus sensibles à l'inflation) peuvent également se mettre en mouvement et descendre dans la rue avec d'autres objectifs.

Si le pacifisme est aujourd'hui un thème de mobilisation qui préoccupe certains secteurs bourgeois, il peut être dépassé demain et être remplacé ou complété par d'autres, suivant la situation particulière à chaque bourgeoisie nationale et en fonction de l'évolution de la crise qui nous attend.

Cette inquiétude éprouvée par les fractions avancées de la bourgeoisie européenne en rapport avec la gravité de la crise, leur crainte que suscite une éventuelle remise en cause du statu-quo social dont elles se nourrissent, tout cela n'est évidemment pas sans répercussion au niveau politique.